

L'insécurité, grenade dégoupillée pour la fin du quinquennat Macron ?

écrit par Christine Tasin | 12 septembre 2019

| Arrdt. | Violences physiques | Cambriolages |
|--------|---------------------|--------------|
| 1 | +40% | +4% |
| 2 | +30% | +23% |
| 3 | +45% | -6% |
| 4 | +33% | +37% |
| 5 | -3% | +32% |
| 6 | -6% | +15% |
| 7 | +22% | -1% |
| 8 | +16% | +49% |
| 9 | +7% | -4% |
| 10 | +13% | +11% |
| 11 | +11% | +28% |
| 12 | +6% | +53% |
| 13 | -4% | +5% |
| 14 | +4% | -32% |
| 15 | -2% | -9% |
| 16 | +28% | +28% |
| 17 | +16% | +8% |
| 18 | +10% | +25% |
| 19 | 0% | -17% |
| 20 | +15% | -2% |

Le titre est emprunté à un article d'Atlantico, qui, hier, se penchait sur ce problème avec les 2 articles ci-dessous. Ils confirment, chiffres et analyse à l'appui, que l'insécurité progresse en France d'une façon plus qu'inquiétante, qu'elle

progresses plus en France que dans le reste de l'UE, que Macron refuse de s'en occuper et qu'il considère comme moins risqué de s'en prendre aux GJ qu'aux racailles des banlieues, parce que, les GJ ayant encore quelque chose à perdre, sont sensibles à la répression... Cela ne durera pas...

SUJET SENSIBLE

L'insécurité, grenade dégoupillée pour la fin du quinquennat Macron ?

S'il est un élément de politique publique qui a été peu abordé lors des derniers mois par Emmanuel Macron et le gouvernement, il semble bien que ce soit l'insécurité et la délinquance.

Atlantico : Selon certains chiffres [que nous publions ce jour sur Atlantico](#), la France est très mal placée en Europe en termes de niveau de criminalité. Est-ce que le sujet peut resurgir et s'imposer pendant la fin de quinquennat Macron ?

Vincent Tournier : La sécurité n'est pas absente du programme présidentiel d'Emmanuel Macron en 2017, où elle figure dans la rubrique « [Un Etat qui protège](#) », mais il est vrai que ce thème est traité superficiellement et que, depuis l'élection de 2017, il a occupé une place mineure dans les préoccupations du pouvoir. **On peine d'ailleurs à trouver des discours ou des signes forts sur ce registre.** Cette absence n'est pas spécifique au pouvoir actuel. Le manque d'intérêt pour les questions de sécurité est un problème plus ancien et plus général. C'est un sujet qui ne mobilise guère les élites et l'appareil d'Etat : les statistiques sont bâclées, les sciences sociales s'y intéressent peu, les projets de recherche sont rares.

Pourtant, la situation sur le terrain n'est guère réjouissante. Il suffit de regarder [le dernier rapport de L'ONDRP](#), fondée sur des enquêtes de victimation, pour prendre la mesure des problèmes. Sur 10 ans, soit entre 2007 et 2017 (dernière année connue), si certains indicateurs sont à la baisse comme le nombre de victimes de vols de voiture (500.000 en 2007, 210.000 en 2017), la plupart sont en hausse. En particulier, les victimes de cambriolages sont passées de 420.000 à 570.000, les victimes de débits frauduleux de 500.000 à 1.200.000, les victimes de violences sexuelles et physiques de 140.000 à 280.000, etc. Les victimes de violences physiques hors ménages ont légèrement

baissé (800.000 en 2007, 700.000 en 2017), mais les chiffres du ministère de l'intérieur indique une hausse des coups et blessures volontaires depuis 2017. En outre, il faut aussi tenir compte du fait que les gens s'adaptent ; dans un contexte d'insécurité, ils font plus attention ; ils évitent certains endroits à certaines heures, ils sont prudents dans leurs réactions parce qu'ils savent qu'un mauvais regard peut déboucher sur une violence disproportionnée.

Dans cette conjoncture, le gouvernement peut difficilement rester indifférent et se doit d'envoyer des messages pour rassurer les électeurs. Mais le pouvoir actuel agit de façon minimaliste. Sa communication consiste à noyer les questions de délinquance dans des sujets plus consensuels comme le terrorisme, voire la sécurité routière (les 80 km/h viennent de là). La question des violences conjugales, sujet sur lequel le gouvernement a massivement communiqué depuis quelques semaines, a aussi été utilisée pour noyer le poisson et esquiver les enjeux de fond sur la criminalité. Il ne s'agit pas de minimiser ces violences, lesquelles ont effectivement augmenté, mais les homicides conjugaux sont-ils les seuls homicides commis en France ? En quoi seraient-ils plus graves que les autres ? **Le choix de lancer un « Grenelle des violences conjugales », et non un Grenelle des violences tout court, montre que l'exécutif veut éviter de s'aventurer sur le dossier sécuritaire.**

Mais cette stratégie de l'esquive ne peut pas être éternelle. Le président devra intervenir à un moment où à un autre. Il le fera sans doute sous la forme d'une déclaration tonitruante, comme il l'a fait en avril dernier lorsqu'il avait dénoncé « l'islam politique » juste avant les élections européennes. Dans le cas de la délinquance, une réflexion a été lancée sur l'ordonnance de 1945 sur les mineurs délinquants. On verra ce qu'il en sortira, ce sera probablement au moment des prochaines échéances électorales.

Le thème de l'insécurité est traditionnellement un thème de droite. Comment évolue-t-il dans un contexte de recomposition de cette famille politique ?

L'insécurité est effectivement un thème de droite, mais la droite n'est pas très à l'aise avec ce sujet, pour trois raisons : premièrement, la droite se retrouve sur le terrain du Rassemblement national, ce qui lui fait courir le risque de conforter ce dernier ; deuxièmement, les propositions sécuritaires font fuir les électeurs modérés ; troisièmement la droite n'a pas les ressources intellectuelles pour

s'opposer à l'artillerie que peut déployer la gauche, laquelle est en mesure de mobiliser toute une armée d'universitaires, d'experts et de journalistes qui vont expliquer que l'insécurité est un fantasme et que les mesures sécuritaires ne servent à rien. C'est d'ailleurs pourquoi la droite s'est souvent retrouvée en décalage, lorsqu'elle était au pouvoir, entre son programme sécuritaire et une pratique plus modérée. De plus, il faut aussi tenir compte des contraintes financières et juridiques : non seulement les budgets ne sont pas extensibles mais avec le développement de l'Etat de droit, les politiques répressives deviennent plus difficiles, les juges nationaux et européens ayant tendance à limiter fortement les moyens d'action.

Enfin et surtout, il faut bien dire que la droite se heurte à un principe de réalité : les élections. Avec Laurent Wauquiez, la droite a tenté de revenir sur une ligne droitière et sécuritaire, dont on trouve encore la trace [dans le programme non actualisé des Républicains](#). Le problème est que cette ligne a échoué aux dernières élections européennes. Etait-ce parce que la ligne était trop droitière, ou parce que la droite manquait de crédibilité ? Il faut aussi tenir compte de l'habileté d'Emmanuel Macron qui, grâce à la répression des Gilets jaunes, a su se présenter comme le parti de l'ordre, capable à la fois de maintenir une certaine sécurité dans la rue (qui n'est pas la même pour les électeurs de Macron que pour l'électeur de base) et de préserver les intérêts des milieux favorisés. De ce fait, la droite est dans une situation délicate : elle ne peut pas esquiver la question de la sécurité mais elle va avoir du mal à trouver son créneau tout en restant crédible.

La période est marquée par des interrogations sur l'utilisation des forces de l'ordre, de l'affaire Steve aux Gilets Jaunes. Comment évaluez-vous la force du sentiment qu'il existe un deux poids deux mesures entre ces événements et le traitement de l'insécurité quotidienne ? Peut-il exacerber les clivages politiques ?

Le sentiment s'est effectivement imposé que l'Etat a moins de scrupules pour taper sur les Gilets jaunes que pour lutter contre les délinquants. Ce sentiment peut se comprendre : d'un côté, la répression du mouvement des Gilets jaunes a été particulièrement brutale ; de l'autre, la police et la justice semblent clémentes avec les délinquants, y compris lorsqu'ils sont multirécidivistes.

Ce constat d'un certain laxisme pénal n'est pas totalement infondé : la lecture de certains faits divers fait souvent froid dans le dos et, de fait, la réponse pénale s'est considérablement assouplie au cours du temps, notamment parce que l'idéologie post-moderne a développé une forte empathie à l'égard des délinquants.

Toutefois, les Gilets jaunes et la délinquance ne sont pas vraiment comparables. La

lutte contre la délinquance ne se situe pas sur le même plan que l'encadrement d'une manifestation qui dégénère. Si on voulait vraiment comparer, il faudrait comparer la répression d'une manifestation violente avec la répression d'une émeute en banlieue, et encore ce sont deux problématiques assez dissemblables.

Cela dit, ce qui a également contribué au sentiment d'une inégalité de traitement, c'est que la stratégie de l'Etat n'est pas la même : dans le cas des banlieues, l'Etat considère que la répression risque de mettre le feu aux poudres, ce qui le conduit à laisser prospérer les trafics, tandis que dans le cas des Gilets jaunes, il craint au contraire que l'absence de répression provoque une escalade.

Au fond, l'Etat part du principe que la réaction des individus n'est pas la même face à la répression : les délinquants de banlieues risquent de se radicaliser car ils n'ont pas grand-chose, alors que les Gilets jaunes ont quelque chose à perdre, donc la répression a plus de chance d'être efficace sur eux. Evidemment, cette manière de voir les choses peut agacer les électeurs.

Mais surtout, le risque est que cette stratégie ne fonctionne plus le jour où les Gilets jaunes considéreront que les sanctions sont moins redoutables que le maintien de leur situation sociale. Dans ce cas, la répression risque de devenir contre-productive et il faudra leur proposer d'autres réponses.

<https://www.atlantico.fr/decryptage/3578761/l-insecurite-grenade-degoupillee-pour-la-fin-du-quinquennat-macron-vincent-tournier>

Le second article, de Xavier Raufer, sur le même thème, avec des chiffres qui font froid dans le dos :

Insécurité : la sombre réalité française dans le match des criminalités européennes

Les chiffres de la délinquance et la criminalité sont en hausse dans la capitale française.

PARIS – En théorie, ville la plus sécurisée de France ; désormais dotée d'un préfet de police dépeint comme genre Pitbull. Pour chaque arrondissement, voici la comparaison des infractions les plus redoutées des parisiens, violences physiques, cambriolages, entre janvier-mai 2018 et janvier-mai 2019.

Amusant retour de manivelle : ces chiffres révèlent que sont frappés de plein fouet par le crime : le Paris-bobo de Mme Hidalgo (quartiers gentrifiés...) et le Paris-parti-de-la-peur de M. Macron (beaux quartiers...).

Chiffres en **gras** : fortes augmentations de 10% et +

| Année | Violences physiques | Caractéristiques |
|-------|---------------------|------------------|
| 1 | +40% | +4% |
| 2 | +30% | +20% |
| 3 | +40% | -6% |
| 4 | +30% | +27% |
| 5 | -2% | +20% |
| 6 | +6% | +18% |
| 7 | +20% | -1% |
| 8 | +18% | +40% |
| 9 | +7% | -4% |
| 10 | +12% | +11% |
| 11 | +10% | +20% |
| 12 | +6% | +20% |
| 13 | +4% | +0% |
| 14 | +4% | +20% |
| 15 | -2% | -6% |
| 16 | +20% | +20% |
| 17 | +18% | -6% |
| 18 | +10% | +20% |
| 19 | 0% | -17% |
| 20 | +18% | -2% |

/

EUROPE – Jamais le ministère français de l’Intérieur ne publie, comme il serait honnête de le faire – de comparaison entre nos taux de criminalité les plus significatifs et ceux de nos voisins de taille comparable. **Pour le gouvernement Macron, tout doit s’évaluer et se comparer dans l’Union européenne –**

sauf les données criminelles. Nous avons donc entrepris de retrouver les chiffres en cause, ce pour 2017, dernière année où il fut possible de les exhumer, puis de les vérifier, dans d'immenses tableaux Excel de l'Union Européenne (Eurostat) ou des Nations-Unies (ONU-DC-Drogues & crime).

Voici donc ces tableaux comparatifs portant sur les taux d'homicides et sur le nombre de vols avec armes ou avec violence et cambriolages commis en France, Grande-Bretagne, Allemagne, Espagne et Italie.

Avant de les découvrir, souvenons nous que :

- La Grande-Bretagne subit depuis trois ans sa crise criminelle la plus grave en trente ans,
- L'Allemagne et l'Italie éprouvaient, en 2017 déjà, les effets d'une violente vague migratoire, ayant clairement influé sur les catégories criminelles considérées (homicides, vols avec armes ou violence, cambriolages).

Cependant, les résultats de la France sont constamment PIREs que ceux de ses grands voisins. On comprend pourquoi M. Castaner et sa domesticité médiatique balaièrent tant et plus cette poussière là sous le tapis...

- Toutes nos sources précises et détaillées sont à disposition sur demande.

| Homicides volontaires, 2017 (en proportion pour 100 000 habitants) | |
|---|----------------|
| France | 1,3 / 100 000 |
| Grande-Bretagne | 1,2 / 100 000 |
| Allemagne | 1 / 100 000 |
| Espagne | 0,7 / 100 000 |
| Italie | 0,67 / 100 000 |

La catégorie ici considérée est *Robberies*, équivalant pour la France à « vol avec arme » + « vol avec violence »

| Robberies, 2017 (en quantité d'actes commis) | |
|---|----------|
| France | 100 080 |
| Grande-Bretagne | 79 212 * |
| Allemagne | 38 549 |
| Espagne | 60 783 |
| Italie | 31 187 |

* Agrégation de : Angleterre, Pays de Galles, Écosse et Ulster

La catégorie ici considérée est « cambriolage de résidences principales »

| Cambriolages, 2017 (en quantité d'actes commis) | |
|--|----------|
| France | 247 394 |
| Grande-Bretagne | 95 789 * |
| Allemagne | 116 540 |
| Espagne | 195 910 |
| Italie | 195 784 |

<https://www.atlantico.fr/decryptage/3578760/insecurite-la-sombre-realite-francaise-d-ans-le-match-des-criminalites-europeennes-xavier-raufer>